Créteil, le 20 novembre 2009

À l'attention de : Simone Bonnafous, Suzanne Pontier

Copies : membres du CTP, membres du CA

Objet : Consultation du CTP sur le passage anticipé aux RCE

Madame La Présidente de l'Université Paris12-Val de Marne, Madame la VPCA,
Chères collègues,

Nous, élus FSU enseignants, chercheurs et BIATOSS, demandons que le Comité Technique Paritaire (CTP) de l'établissement soit consulté, lors de sa prochaine séance (8 décembre 2009), pour émettre un avis sur le passage anticipé au 1er janvier 2010 aux Responsabilités et Compétences Élargies.

En effet, l'article 12 du Décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux Comités Techniques Paritaires précise que ceux-ci doivent examiner les questions relatives « *aux problèmes généraux d'organisation* », « *aux conditions générales de fonctionnement* », « *aux grandes orientations à définir pour l'accomplissement des tâches* ». Le passage anticipé de l'établissement aux Responsabilités et Compétences Élargies concerne directement ces questions puisqu'il confère à l'établissement des responsabilités nouvelles en matière de budget et de ressources humaines, détaillées dans les articles L712-9, L712-10, L954-1, L954-3 de la loi N° 2007-1199 du 10 août 2007, responsabilités dont l'exercice requiert des changements dans les grandes orientations, l'organisation et le fonctionnement de l'établissement.

En outre, l'article L. 951-1-1 de la loi N° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités prévoit que le CTP « *est consulté sur la politique de gestion des ressources humaines de l'établissement* ». Les Responsabilités et Compétences Élargies relèvent bien de la compétence du Comité Technique Paritaire d'Établissement : elles figurent en section 2 de l'article 18 du chapitre 1er intitulé « *Les responsabilités en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines* » du titre III « *les nouvelles responsabilités des universités* » de la loi LRU.

Il est ainsi nécessaire que le CTP émette un avis sur ce sujet avant le 1^{er} Janvier 2010, faute de quoi le passage anticipé aux Responsabilité et Compétences Élargies se ferait sans consultation des représentants des personnels contrairement à l'esprit de la législation. Nous craignons que ce passage **anticipé** ne soit alors entaché d'irrégularité.

Veuillez agréer l'expression de nos salutations distinguées.

Les Représentants FSU du Comité Technique Paritaire.